

Directrice de publication  
J. EVRAD-DURDUX  
Imprimé par nos soins au siège

N° CPPAP 382 D 73  
N° ISSN 1240-3938  
prix : 0,75 €  
abonnement annuel 4,50 €

## Poursuivre !

Les élections régionales qui viennent d'avoir lieu sont une sanction sans appel de la politique menée par l'actuel gouvernement. Elles traduisent le rejet d'une politique fondée sur la remise en cause des solidarités et des services publics, le développement de la précarité, le manque d'ambition pour l'Education et la Recherche, la remise en cause du code du travail, la réforme annoncée de la protection sociale succédant à celle des retraites ...

L'impudence du gouvernement, sa hargne, son agressivité à l'égard des gens, du mouvement social n'ont pas suffi à lui assurer la victoire, bien au contraire.

Les résultats de ces élections confirment le regain de la question sociale dans de multiples secteurs dont celui de l'Education Nationale. Ils illustrent le refus de la politique menée.

Nul doute que toutes les actions menées, notamment depuis l'année dernière, ont contribué à mettre en évidence les effets dévastateurs de cette politique.

Maintenant, la question n'est pas de savoir quelle est la nature du gouvernement qui vient d'être mis en place mais quelle politique il va mener. Le problème c'est de mettre en échec toute volonté de faire passer les mêmes réformes habillées d'une « enveloppe sociale ». La nécessité, c'est faire entendre nos choix, une élection ne fait pas le printemps !

**Le nouveau gouvernement doit répondre aux nombreuses attentes qui se sont exprimées depuis plusieurs semaines comme lors de la grève du 12 mars dernier :**

- rétablissement des postes supprimés dans le second degré,
- rétablissement du nombre de postes mis aux concours de recrutement,
- renoncement à la décentralisation,
- retour à la priorité du budget pour l'Education Nationale,
- renoncement à la réforme des retraites,
- renoncement à la politique d'austérité qui pénalise les salariés ...

Le mouvement syndical se doit de renforcer encore sa pression sur ce gouvernement. En effet, il faut et il faudra plus qu'une élection pour le contraindre à entendre les demandes et le faire revenir en arrière sur des réformes anti sociales comme celle des retraites ou d'autres en cours comme la protection sociale..

Le mouvement social a commencé à se construire, il doit rassembler le plus largement possible l'ensemble des salariés, des actifs et des retraités mais aussi ceux qui sont sans emploi, ceux qui sont précaires, ceux qui rencontrent chaque jour des difficultés dans leur vie quotidienne; ils sont très nombreux.

Dans notre secteur de responsabilité, l'Education Nationale, n'oublions pas que le gouvernement entend proposer une loi d'orientation, n'oublions pas que le gouvernement ressasse que le coût d'un élève en lycée est trop élevé, répète que le savoirs fondamentaux seraient suffisants pour le plus grand nombre ... pour justifier la casse de l'Education Nationale.

En même temps, il n'entend pas renoncer à la remise en cause de nos statuts et à la décentralisation.

**Alors, n'attendons pas les prochaines élections, poursuivons l'action, tous ensemble, et n'oublions pas de renforcer le SNES et la FSU.**

Jean Claude DURDUX  
2 avril 2004

### Sommaire :

Page 1 : éditorial, recrutements.

Page 2 : lycées, collèges.

Page 3 : CTPA.

Page 4 : réunions mutations, C.I.O.